

1 **Adopté par l'Assemblée des délégués du PLR. Les Libéraux-Radicaux le 28 juin 2025**

**Protéger le porte-monnaie  
de la classe moyenne.**

**Rendre l'Etat plus efficient.**

**Vivre mieux.**

**S'engager pour toutes celles et  
ceux qui se lèvent tôt.**

Projet du 28 mai 2025  
à l'attention des délégués

2  
3 La Suisse est l'un des pays les plus prospères au monde. Son succès repose sur un modèle simple fondé  
4 sur la liberté, la responsabilité individuelle et la prise en compte des besoins des plus faibles.

5 Mais ce modèle est à la peine. Les politiciens populistes de l'UDC, du PS et du Centre promettent monts  
6 et merveilles à la population. L'UDC sait pertinemment que la Suisse doit une grande partie de son  
7 succès à son économie d'exportation. Malgré cela, ce parti promet une souveraineté absolue de la  
8 Suisse, chose qui n'a jamais existé. Le Centre sait lui aussi que les rentes AVS décidées aujourd'hui ne  
9 sont pas encore financées - et pourtant, il exige des versements de rentes plus élevés qui auraient pour  
10 conséquence des prélèvements salariaux et une TVA augmentée. Avec ses politiques dépensières, la  
11 gauche attaque frontalement le porte-monnaie de la classe moyenne ainsi que les PME tout en sachant  
12 pertinemment que sans un secteur privé fort, aucune prestation sociale ne peut être financée.

13 Notre pays se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les guerres, les crises et un avenir incertain  
14 obligent la Suisse à décider quelles tâches l'Etat doit encore assumer. Dans ce papier de position, le PLR  
15 présente un programme en 9 points pour protéger les places de travail et le porte-monnaie de la  
16 population. Celles et ceux qui se lèvent tôt doivent pouvoir profiter des fruits de leur labeur. L'État doit  
17 se recentrer sur ses tâches régaliennes pour ne pas étouffer les citoyennes et les citoyens sous des  
18 charges salariales, des taxes et des impôts toujours plus élevés. Les citoyennes et les citoyens doivent à  
19 nouveau avoir l'opportunité de se réaliser et devenir acteur de leur propre vie. Ce n'est qu'ainsi que nous  
20 pourrons continuer à avoir un pays prospère et un filet social pérenne qui protège les plus faibles.

# Protéger le porte-monnaie de la classe moyenne.

## 22 **1 Pas de nouveaux impôts**

23 Le PLR empêchera que le porte-monnaie des citoyennes et les citoyens soit grevé par de nouvelles taxes,  
24 redevances et impôts. Le travail donne un sens à la vie et permet à chacune et à chacun de se réaliser et d'être  
25 indépendant. Aujourd'hui déjà, l'État intervient à plusieurs niveaux en taxant le travail et la consommation. L'écart  
26 entre ce que les employeurs paient et ce qui revient aux employées et employés est beaucoup trop important en  
27 Suisse. La gauche se vante de vouloir plus de « pouvoir d'achat », mais veut ponctionner encore davantage les  
28 salaires et taxer encore plus lourdement les achats quotidiens. Cela doit cesser !

29 Nous n'accepterons pas une augmentation des charges salariales, même minime, et nous nous opposerons à  
30 toute hausse d'impôts. Il est inadmissible que les citoyennes et les citoyens ne peuvent pas décider eux-mêmes  
31 de l'utilisation de leur argent. Pour le PLR, il est clair que le travail doit à nouveau être rémunérateur. La charge  
32 fiscale et les prélèvements obligatoires doivent diminuer. Outre la compensation de la progression à froid due à  
33 la dépréciation monétaire, cela inclut également la compensation de la progression à chaud, qui entraîne des taux  
34 d'imposition toujours plus élevés en raison des gains de productivité. Ce n'est qu'en allégeant la charge fiscale  
35 que l'on pourra faire en sorte que le travail soit à nouveau rémunérateur pour la classe moyenne.

## 36 **2 Une aide sociale pour celles et ceux qui en ont vraiment besoin**

37 Le PLR soutient un filet social pérenne et efficient, maillon essentiel de la cohésion de notre pays. Les dernières  
38 années ont été bonnes sur le plan économique. C'est pourquoi il y a aujourd'hui moins de personnes à l'aide  
39 sociale qu'en 2019 par exemple. Au lieu de s'en réjouir, l'administration cherche activement à étendre l'Etat social  
40 et finance désormais les clubs de boxe et des cours de piano. De ce fait, en cas de nouvelle crise économique,  
41 l'explosion des coûts de l'aide sociale se fera indubitablement au détriment de la classe moyenne. Grâce à  
42 d'innombrables allocations supplémentaires, certains bénéficiaires de l'aide sociale sont financièrement mieux



Mischa Nyffenegger (25 ans), constructeur de véhicules spéciaux. Ses journées commencent à 06h00. Chaque véhicule est unique – c'est pourquoi il doit sans cesse réfléchir à la meilleure façon de mettre en œuvre une technique aussi complexe avec précision. Trouver des solutions sur mesure fait partie de son quotidien.

43 lotis que s'ils travaillaient. La Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) a récemment décidé  
44 d'une nouvelle réforme mal inspirée. La CSIAS veut s'éloigner de l'aide d'urgence, elle transforme l'aide sociale  
45 en une sorte d'assurance tous risques. Cela rend plus difficile la reprise d'une vie autonome pour les personnes  
46 concernées.

47 Il serait juste de davantage responsabiliser les bénéficiaires de l'aide sociale. La Suisse a besoin d'un principe  
48 d'écart salarial. Celles et ceux qui travaillent doivent dans tous les cas avoir plus dans leur poche que celles et  
49 ceux qui vivent de l'aide sociale. Avant que la gauche ne se lance dans une réglementation effrénée, précisons  
50 que l'écart salarial nécessite des allocations adaptées dans le cadre de l'aide sociale, et non des salaires  
51 minimums. Comme on le voit en France, les salaires minimums détruisent des emplois et plongent davantage de  
52 personnes dans le besoin.

53 Au-delà de l'aide sociale, l'État doit être plus prudent dans sa distribution des aides financières, des prestations  
54 de soutien et des subventions. Distribuer de l'argent gratuitement, c'est pénaliser celles et ceux qui travaillent.

### 55 **3 Le libre-échange, garant de nos emplois et de notre prospérité**

56 Les droits de douane, les guerres et la nouvelle donne en matière de géopolitique affaiblissent le commerce  
57 mondial. Que faut-il faire ? Sanctionner les Etats belligérants et miser sur le libre-échange avec le reste du monde.  
58 Ce n'est que grâce à une fiscalité attractive, à un marché du travail libéral et à l'ouverture économique que notre  
59 pays s'est établi parmi les leaders mondiaux.

60 Une politique isolationniste "Switzerland first", similaire à celle actuellement décrétée par le président américain,  
61 serait catastrophique pour la Suisse. Le train Flirt de Stadler est certes assemblé en Thurgovie mais les centaines  
62 de pièces détachées proviennent des quatre coins de la planète. Le libre-échange n'apporte pas seulement la  
63 prospérité, il garantit également une concurrence saine qui a notamment pour avantage de remettre en cause les  
64 structures sclérosées et les cartels. Davantage de concurrence limite également le pouvoir de l'administration et  
65 des lobbies.

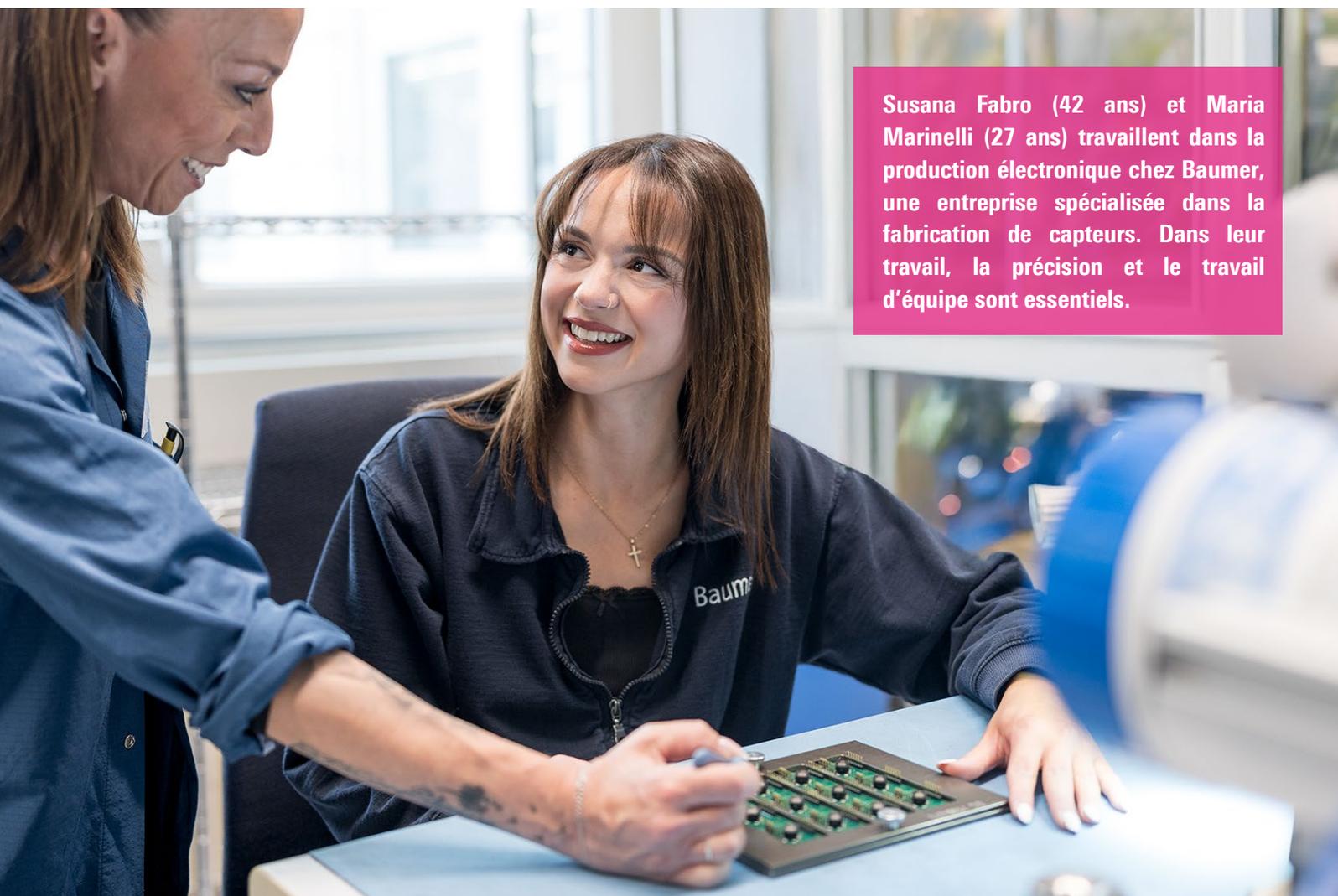
66 Les échanges commerciaux avec les pays de l'Union européenne sont prépondérants pour la Suisse, ses PME, ses  
67 grandes entreprises ainsi que ses emplois. L'UE achète près de la moitié de nos biens et services. Les pays de l'UE  
68 fournissent également la majeure partie de nos importations. Les accords bilatéraux, qui ont rendu notre pays  
69 plus prospère par habitant que presque tous les États membres de l'UE (le Luxembourg arrive en tête), protègent  
70 également la Suisse contre l'adhésion à l'UE. Les accords bilatéraux empêchent aussi le chaos en matière d'asile.  
71 Sans lesdits accords, tout demandeur d'asile débouté dans l'UE pourrait déposer une deuxième demande en  
72 Suisse. Même si Donald Trump devait renoncer aux droits de douane les plus punitifs, l'incertitude économique  
73 persistera. Cette incertitude pèse sur l'économie d'exportation suisse, sur les PME et sur des milliers de place de  
74 travail. Les accords bilatéraux et de libre-échange sont plus importants que jamais. Le PLR demande donc la mise  
75 en œuvre rapide de l'accord avec l'Inde, la conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur,  
76 le Vietnam ainsi que l'actualisation des accords existants avec la Chine, le Japon et le Mexique. Des entretiens  
77 exploratoires sont également nécessaires avec les Etats-Unis. Aucun secteur ne doit entraver ces discussions, qui  
78 sont d'une importance capitale pour un petit pays ouvert sur le monde comme le nôtre.

## Rendre l'Etat plus efficient.

### 80 **4 Garantir la cohésion intergénérationnelle**

81 Le frein à l'endettement est censé protéger les générations futures du manque de prudence des politiques. Mais  
82 en contournant ce frein à l'endettement, la politique a creusé un nouveau trou financier de plusieurs milliards. Il  
83 ne s'agit pas de dettes publiques, mais de promesses de retraites non financées. Les experts sont unanimes : le  
84 système de retraite par répartition atteint ses limites. Lorsque l'AVS a été créée en 1948, l'espérance de vie d'une  
85 personne de 65 ans était de 14 ans. Aujourd'hui, elle est déjà de 24 ans, et la tendance est à la hausse. À l'époque,  
86 il y avait six personnes actives pour chaque retraité. Aujourd'hui, on compte trois personnes en âge de travailler  
87 pour une personne de plus de 65 ans. D'ici 2050, il n'y en aura plus que deux.

88 Les promesses actuelles de l'AVS s'élèvent à pas moins de 1200 milliards de francs. La gauche, le Centre et l'UDC  
89 promettent des cadeaux à la population que la classe moyenne devra indubitablement payer. Nous, les Libéraux-  
90 Radicaux, avons une image plus positive de la génération des retraités. Nous savons qu'elle connaît mieux que  
91 quiconque la valeur du travail, de l'entraide et de la responsabilité. C'est pourquoi le PLR continuera à se battre  
92 aux côtés des retraitées et retraités, pour les générations actives, les plus jeunes et toutes celles et ceux qui ne  
93 sont pas encore nés. Il est clair que les personnes qui exercent des métiers physiquement pénibles ne peuvent  
94 pas travailler aussi longtemps qu'une personne travaillant dans un bureau. Il est aussi clair qu'on ne peut pas  
95 faire payer la facture aux jeunes, ni écarter les personnes plus âgées du marché du travail. Afin de garantir la  
96 cohésion intergénérationnelle, il est grand temps de réformer le système de prévoyance vieillesse et de réexaminer  
97 l'âge de départ à la retraite. Il n'est pas réaliste que celui-ci reste figé à 65 ans.



Susana Fabro (42 ans) et Maria Marinelli (27 ans) travaillent dans la production électronique chez Baumer, une entreprise spécialisée dans la fabrication de capteurs. Dans leur travail, la précision et le travail d'équipe sont essentiels.

## 98 **5 Freiner la croissance continue des dépenses fédérales**

99 Pendant des décennies, la Berne fédérale n'a cessé de décider de nouvelles dépenses et de subventions.  
100 Aujourd'hui, la Confédération s'enfonce dans les chiffres rouges. Le "programme d'allègement budgétaire 2027"  
101 constitue un premier pas important. Celui-ci fixe les bonnes priorités pour notre pays afin de rester capable d'agir  
102 en période d'incertitude. Pendant les longues années relativement pacifiques qui ont suivi la fin de la guerre  
103 froide, on a oublié que l'importance de maîtriser les dépenses est également une question de sécurité. Le  
104 renforcement de l'armée est indispensable pour préserver la liberté et la sécurité de la Suisse.

105 La Confédération dépense chaque année environ 85 milliards de francs. Plus de la moitié de cette somme est  
106 constituée de subventions. L'administration fédérale dispose d'un important potentiel d'amélioration de son  
107 efficacité. Le programme d'allègement 27 permet de renoncer à des dépenses de l'ordre de trois à quatre milliards  
108 de francs, c'est-à-dire précisément à l'argent qui manque dans le budget de la Confédération. Le PS fait preuve  
109 de malhonnêteté quand il parle de « projet d'austérité » pour un ajustement aussi minime des dépenses. Ce  
110 programme d'allègement 27 n'est pas une cure d'austérité mais bien un frein à la croissance continue des  
111 dépenses fédérales. Malgré ce paquet, les dépenses fédérales continueront d'augmenter, mais un peu moins  
112 rapidement. Il serait également faux de détricoter ce programme d'allègement et de négocier chaque dépense  
113 séparément au Parlement, le principe d'égalité des sacrifices serait remis en cause et les lobbies auront alors  
114 carte blanche.

## 115 **6 Geler l'embauche de fonctionnaires fédéraux**

116 L'administration croît à tous les niveaux de l'État, et ce bien plus rapidement que la population. La Confédération  
117 à elle seule crée environ 450 nouveaux postes chaque année. Alors que l'appareil étatique se développe fortement,  
118 l'économie privée manque de main-d'œuvre qualifiée. La bureaucratie et la régulation augmentent de plus en plus  
119 avec de conséquences néfastes pour les PME, les indépendants, l'agriculture, les grandes entreprises, les  
120 communes ainsi que les citoyennes et les citoyens.

121 Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a récemment calculé que les coûts de la bureaucratie pour les PME  
122 suisses s'élèvent désormais à plus de six milliards de francs par an. De plus, l'État ravit la main-d'œuvre qualifiée  
123 qui fait cruellement défaut au secteur privé, en leur offrant des contrats avec davantage de vacances, une  
124 meilleure prévoyance, une protection accrue contre le licenciement et des primes salariales pouvant atteindre 14  
125 %.

126 Le PLR veut mettre un terme à cette situation. Il est nécessaire de geler les effectifs de la Confédération et de ses  
127 prestataires externes. L'influence des sociétés de conseil proches de la Confédération est devenue trop  
128 importante. Même si la Confédération assume de nouvelles tâches, cela ne signifie pas nécessairement que son  
129 budget doit continuer d'augmenter. Chaque PME a l'habitude de recruter le personnel nécessaire pour de  
130 nouveaux secteurs d'activité et de réduire ses effectifs dans d'autres domaines. Le Conseil fédéral doit définir les  
131 tâches non essentielles auxquelles l'État est prêt à renoncer et celles qui peuvent être accomplies plus  
132 efficacement grâce à la numérisation.

## Vivre mieux.

### 134 **7 Protéger les avoirs de prévoyance**

135 Pour la plupart des Suissesses et des Suisses, le deuxième pilier représente le plus grand avoir financier. C'est là  
136 que mûrissent les fruits de leur travail doublés par les cotisations de l'employeur. Comme la fortune d'une caisse  
137 de pension est investie sur plusieurs décennies, l'épargne privée augmente avec le succès des marchés financiers.

138 Le PS attaque l'épargne individuelle en la qualifiant "d'accumulation insensée de capital". Sous sa pression, un  
139 impôt sur la prévoyance vieillesse est prévu par le Conseil fédéral pour imposer les retraits de capitaux à la retraite.  
140 L'intention du PS est claire. En 2024, les Jeunes Socialistes l'ont même écrit noir sur blanc dans un papier de  
141 position : ils demandent sans détour la suppression du deuxième pilier.

142 Le PLR continuera de combattre ces attaques contre les avoirs de prévoyance par tous les moyens. Ce printemps,  
143 6'760 citoyennes et citoyens ont utilisé la plateforme de mobilisation participative du PLR pour répondre à la  
144 consultation de la Confédération et exprimer leur opposition à ce projet du Conseil fédéral d'imposer les retraits  
145 de capitaux. Il ne s'agit pas seulement du fait que ce nouvel impôt sur la prévoyance est contraire au principe de  
146 bonne foi. Il s'agit aussi de valeurs. Le droit de se constituer un bas de laine pour ses vieux jours indépendamment  
147 de l'Etat fait partie de la liberté de chacune et de chacun. Il est essentiel de pouvoir envisager l'avenir sans soucis  
148 financiers et sans dépendre de l'État.



**Mèn Candreia (29 ans), enseignant à l'école primaire. Son réveil sonne chaque jour à 06h15, dans le but de transmettre à ses élèves des connaissances, de la curiosité et de la confiance en soi.**

## 149 **8 Permettre l'accès à la propriété pour la classe moyenne**

150 Devenir propriétaire est un rêve que nourrissent de nombreux citoyennes et citoyens de ce pays. Pour le PLR,  
151 celles et ceux qui travaillent dur et économisent doivent pouvoir réaliser ce rêve. Nous nous battons pour que  
152 l'accès au logement soit à nouveau possible et encouragé pour les jeunes familles et la classe moyenne. C'est  
153 exactement ce que prévoit la Constitution fédérale (art. 108).

154 La clé réside dans la libéralisation de la construction de logements. Le logement est sans doute le secteur où les  
155 citoyennes et les citoyens ressentent aussi directement la charge bureaucratique, celle-ci empêchant la  
156 construction d'un nombre suffisant de nouvelles habitations. Les entraves bureaucratiques doivent être réduites,  
157 les procédures doivent être accélérées et le droit de la construction doit être simplifié. Comme l'on ne construit  
158 pas assez et que la demande augmente, les loyers ainsi que les prix à la vente explosent. Il y a suffisamment de  
159 potentiel, même sans nouvelles constructions en pleine campagne. Les bâtiments existants peuvent être  
160 surélevés, les bureaux et les surfaces commerciales vides peuvent être réaffectés. Faisons à nouveau preuve de  
161 bon sens et de pragmatisme. Il ne doit pas s'écouler plus d'un an entre la planification et le premier coup de  
162 pioche d'un nouveau logement. Les procédures d'opposition doivent être accélérées. Enfin, la protection excessive  
163 des monuments et du patrimoine doit être assouplie sans quoi les prix des logements continueront d'augmenter  
164 significativement.

## 165 **9 Un filet social pour les plus faibles**

166 Fort heureusement, la misère, la faim et l'extrême pauvreté sont pratiquement inconnues en Suisse. Notre filet  
167 social pour les plus faibles fonctionne et nous pouvons en être fiers. Chaque année, plus de 23 milliards de francs  
168 sont consacrés à l'aide sociale, aux prestations complémentaires, aux réductions de primes et aux rentes  
169 d'invalidité.

170 Ces prestations ont toutefois un coût. La Suisse peut se permettre de telles dépenses, car elle est attractive pour  
171 les entreprises qui réussissent à l'international. Une fiscalité relativement basse, une réglementation raisonnable  
172 et un marché du travail libéral ainsi que la formation duale attirent des entreprises qui remplissent les caisses de  
173 l'Etat. Même celles et ceux qui ne reçoivent pas d'aide en profitent. Preuve en est, les salaires d'une éducatrice  
174 de l'enfance ou d'un ouvrier du bâtiment sont beaucoup plus élevés en Suisse que dans les pays voisins. La  
175 productivité élevée dans des secteurs clés comme l'industrie pharmaceutique, les technologies médicales, la  
176 chimie, l'industrie des machines, l'horlogerie ou les services financiers est le moteur de la prospérité suisse. Pour  
177 que cela reste ainsi, il faut abolir les obstacles idéologiques et les tabous (génie génétique, énergie nucléaire, 5G).

178 En ce qui concerne les conditions-cadres pour les entreprises internationales, la Suisse a pris du retard. La  
179 première mesure à prendre consiste à réexaminer l'impôt minimum de l'OCDE. La Suisse a introduit cet impôt il y  
180 a un an, dans l'espoir que de nombreux autres pays lui emboîteraient le pas. Cela ne s'est pas produit. Si l'impôt  
181 minimum de l'OCDE ou un modèle équivalent ne s'est pas imposé auprès de nos principaux partenaires  
182 commerciaux d'ici cinq ans, la Suisse devra s'en retirer. Notre prospérité, nos emplois et notre filet social en  
183 dépendent.



Mathilde Maillard, 31 ans, avocate. Sa journée commence dès 7h00 pour répondre aux demandes de ses clients et défendre leurs intérêts. Dans un système juridique et administratif toujours plus complexe, elle cherche à trouver des solutions efficaces et pragmatiques.



Didi Demarmels (30 ans), chef d'une entreprise de transports. Ses journées de travail commencent à 05h30. Ce n'est que lorsque tous les trajets du jour ont été effectués et que les camions sont parqués que lui et son équipe rentrent à la maison.